

Résistance à la politique de Sarkozy et perspectives alternatives

Cet article a été écrit dans le courant du mois de septembre 2010.

Pierre Laurent

Secrétaire national du Parti communiste français.

Après plusieurs semaines de mobilisation, le rejet de la réforme des retraites est toujours aussi fort. Au Sénat comme à l'Assemblée nationale, le gouvernement a montré sa peur de la démocratie et imposé un vote précipité, tentant de laisser un sentiment d'échec qui décourage toute résistance et tout espoir d'alternative. Efficace? Pas si sûr! Même si la mobilisation retombe, ce pourrait n'être que provisoire. La France du travail ne renonce pas. Le gouvernement a perdu la bataille de l'opinion. Le remaniement ministériel n'y changera rien. Le mouvement social entre dans une nouvelle phase d'affrontement contre le pouvoir avec de nouveaux atouts. Un débat de société s'est installé sur la place du travail, les conséquences de la crise, l'injustice sociale, les inégalités entre les femmes et les hommes, un nouveau partage des richesses... C'est autour de ces préoccupations que les syndicats annoncent une nouvelle journée de mobilisation, le 23 novembre, et participeront activement à la journée d'action européenne du 15 décembre pour s'opposer aux plans d'austérité qui se multiplient en Europe.

La situation exige des réponses politiques alternatives et ne profite guère à la gauche qui apparaît encore peu crédible. La position du Parti socialiste concernant l'allongement du nombre d'annuités de cotisations paraît peu cohérente avec le maintien de l'âge de départ à 60 ans et son image ne profite guère de sa présence dans les manifestations. Pierre Laurent déclarait le 8 novembre dernier : « Nous en avons assez de cette gauche de la défaite qui n'a que le réalisme de la contrainte financière à la bouche. Si la gauche

revient au pouvoir, elle aura la responsabilité de répondre à la question « qui doit payer : le capital ou les salariés ? ». Notre plus grand obstacle est que celles et ceux qui aspirent le plus au changement intègrent le fossé existant entre les attentes et la gauche comme inéluctable et renoncent à résorber ce décalage. Si c'est le cas, ils resteront à l'écart du débat [...] et ne choisiront, le moment venu, que par défaut dans un casting pensé en dehors d'eux. Il y a un autre chemin à leur proposer : reconstruire ensemble un projet de gauche conforme à leurs attentes et le porter ensemble dans les échéances à venir. » C'est dans ce sens que le Front de gauche a engagé des initiatives publiques pour élaborer avec les citoyens un « programme populaire et partagé ».

La situation politique française a pris ces derniers mois un nouveau tournant. La crise du capitalisme et la crise financière ont brutalement aggravé les conditions d'existence du monde du travail qui subit des attaques d'une rare violence de la part d'un président et de son gouvernement, pourtant désavoués aux élections régionales du mois de mars 2010.

Caractérisé par une des plus fortes abstentions de l'électorat (53,64% au 1^{er} tour et 48,78% au 2^e) et un rapport de forces, issu des urnes, largement favorable aux forces de gauche, le scrutin s'était avéré un rejet net de la politique menée depuis 3 ans ; les électeurs plaçant, dans les sondages d'opinion, l'emploi et les salaires au premier rang de leurs préoccupations et motivations électorales. Les listes du Parti socialiste, d'Europe écologie, du Front de gauche et celles de l'extrême gauche ont totalisé 54,05% des suffrages contre 26,02% pour les listes de droite (Union pour un mouvement populaire -UMP- et Modem). L'extrême droite (Front national) est parvenue à se maintenir au deuxième tour dans douze régions sur vingt-deux et à capter une part de « l'antisarkozysme » grandissant dans le pays.

Il est assez significatif qu'outre le résultat général des élections, les huit ministres et secrétaires d'État qui étaient têtes de listes et ouvertement soutenus par le chef de l'État ont tous été battus. Les luttes sociales engagées avant mars ne se sont pas mises entre parenthèses de la campagne électorale, même si elles ne l'ont pas dominée pour autant, et le résultat des élections redonnant espoir et confiance à gauche—en particulier les résultats obtenus par les listes du Front de gauche (une moyenne de 6,95% dans les 17 régions où il s'était présenté), confirmant son entrée dans le paysage politique français—, de nouvelles contestations ont émergé, ici contre la fermeture de centres IVG ou là pour l'éducation.

Le résultat du scrutin et les injonctions des marchés financiers acceptées, les 9 et 10 mai, par les dirigeants européens ont poussé Nicolas Sarkozy et son gouvernement à accélérer leur entreprise de revanche sociale et de réformatage de la société française.

Les sentiments d'impuissance et de résignation, savamment entretenus par le pouvoir, avaient jusqu'ici rendu improbable l'idée même d'alternative aux orientations néolibérales d'un gouvernement que les mouvements sociaux ne sont jusqu'ici pas parvenus à faire reculer. Si cette alternative reste encore à bâtir, la possibilité de son émergence commence à imprégner le débat public, entrant par la porte de la lutte.

Une mobilisation croissante

Depuis juin, la mobilisation populaire, assez inédite, a grandi contre un projet de réforme que le Président considérerait comme l'une des pierres angulaires de son projet de société. Cette réforme des retraites est l'une des plus régressives et dures du genre : on veut imposer aux salariés du public et du privé dont le pouvoir d'achat et les salaires sont affaiblis, un recul de l'âge de départ en retraite, un rallongement de la durée de cotisation et une baisse des pensions.

Le principal argument du gouvernement, martelé avec opiniâtreté, est celui de la démographie. Or, c'est un argument fallacieux. D'une part, parce que le taux de fécondité en France est plus élevé que la moyenne européenne et, d'autre part, parce que cela revient à faire payer deux fois la crise aux salariés dont l'emploi et les salaires sont déjà attaqués par l'alliance du patronat et de la droite. L'argument démographique a été utilisé pour masquer le fait que les raisons profondes des problèmes posés sont à rechercher dans les conséquences sociales dramatiques de la crise elle-même. C'est la question de l'emploi et des salaires qui se trouve au cœur de l'enjeu du maintien d'un système solidaire des retraites par répartition. Le taux d'emploi des 60-64 ans n'étant que de 17%, les projections de l'UNEDIC montrent de plus que le recul de deux ans de l'âge du départ en retraite va alourdir le coût de l'assurance-chômage de 440 à 530 millions d'euros.

Le rejet populaire massif de sa réforme révèle que le gouvernement a définitivement perdu cette bataille d'idées. Le choix délibéré du capital contre le travail est mis en doute et compris comme un choix injuste et inefficace.

Poursuivant leur coup de force, le Président et son gouvernement sont allés jusqu'à vouloir empêcher l'opposition de s'exprimer à l'Assemblée nationale et ont expédié le vote de leur texte. Cette façon de faire fi des institutions et de leur fonctionnement démocratique est symptomatique du comportement et des actes des classes dirigeantes françaises, au premier rang desquelles se place un hyperprésident omniprésent pour qui le peuple et ses représentants n'ont pas leur mot à dire.

Une crise de régime

Nul ne sait, à l'heure où ces lignes sont écrites, sur quelle situation va déboucher le bras de fer singulier qui oppose le gouvernement et le monde du

travail. Une chose est certaine : la séquence sociale que nous vivons vient d'aggraver la crise de légitimité du pouvoir sarkozyste. En 2007, Nicolas Sarkozy avait réussi à se faire élire après être parvenu à une fusion du populisme et de l'ultralibéralisme. En fait, la poussée sociale, en venant ainsi percuter la politique ultralibérale du gouvernement, a fait exploser le compromis établi par le Président et sa majorité. C'est la raison pour laquelle Nicolas Sarkozy a tenté, au cours des derniers mois, de réexploiter une veine populiste.

Affaibli par les scandales et les affaires de conflits d'intérêts de ses ministres avec la haute finance et la grande bourgeoisie, le Président a précipité le pays au cours de l'été dans une grave crise de légitimité du pouvoir, au point qu'on puisse à présent parler d'une sorte de crise de régime.

En juillet, Nicolas Sarkozy a délibérément investi le terrain sécuritaire et redonné voix à l'amalgame odieux entre immigration et délinquance en ordonnant l'expulsion de ressortissants étrangers expressément désignés. En outre, il a choisi de renforcer le malaise social et les sentiments d'exclusion d'une partie de la jeunesse. Les populations socialement et politiquement les plus faibles, et notamment les Roms, sont particulièrement exposées.

Dégradant gravement l'image de la France à l'étranger, le Président s'est ouvert un front supplémentaire, sur le terrain des libertés, rassemblant contre lui démocrates et républicains français attachés aux principes fondamentaux de la République, mais aussi dans sa propre formation politique où la compétition et les rivalités se font jour dans la perspective de sa succession à la tête du pays.

Dans son ensemble, le gouvernement rejette même toute critique de la politique de la France condamnée à l'Onu, puis par l'Église et par une commissaire de l'Union européenne, et a recours à l'invective, au risque de dégrader les relations internationales de la France... C'est toutefois le même gouvernement qui applique à la lettre une orientation européenne néolibérale qu'il contribue à élaborer. Cette attitude, populiste, renforce en France les positions de l'extrême droite et l'attractivité qu'elle exerce sur une partie non négligeable de l'électorat. Et, surtout, cela ne suffit pas à résoudre toutes les contradictions.

Emploi et désindustrialisation

En premier lieu des préoccupations des électeurs interrogés en mars 2010 se trouvaient, non pas la sécurité matérielle ou la lutte contre la criminalité, mais bien l'emploi et les salaires, et pour cause... L'année 2009 fut une année d'hécatombe. 256 100 emplois nets ont été détruits, dont près de 170 000 dans l'industrie qui compte moins de 30% des salariés français.

L'État lui-même a supprimé, depuis 2008, 86 000 emplois et prévoit, dans le cadre de son plan de rigueur adopté en mai, la destruction supplémentaire de plus de 33 000 postes en 2011, dont près de la moitié dans l'Éducation nationale, aujourd'hui la plus touchée par cette logique de réduction des dépenses

publiques. De sévères réductions d'effectifs toucheront aussi les fonctions régaliennes de police et de défense de l'État dont le président de la République se targue, pourtant, d'être le plus grand des tenants et qu'il ne cesse d'exalter lorsqu'il se saisit du thème de la sécurité, manipulant craintes et malaises.

Au contraire des capitalistes du xx^e siècle qui avaient besoin de la construction de puissants États-nations pour s'accaparer plus de richesses, la stratégie des grands groupes financiers servis par le pouvoir politique en place est maintenant de transformer en profondeur les États, d'en faire des exécutants accomplis des lois du marché usant de formes de plus en plus autoritaires d'exercice du pouvoir pour se garder de toute contestation du système; d'en réduire les ressources et les prérogatives et de s'emparer de tout ce qui, abandonné du secteur public, est appelé à devenir une part de marché à conquérir—ou à disparaître.

Ce mouvement profond s'appuie sur de l'idéologie (la marchandisation de tous les domaines de la production humaine) et génère une conception de la civilisation, un nouveau stade du capitalisme. Ainsi, un commentateur de la vie politique, rédacteur au journal *Le Figaro*, s'autorisait-il récemment à se réjouir de l'affaiblissement des États: «Pourquoi le capitalisme est-il autorisé à crier victoire alors qu'il y a deux ans on l'enterrait sans fleurs, ni couronnes? La première [raison], c'est qu'on n'a jamais dépensé autant d'argent pour voler à son secours. En l'espace de 18 mois plus de 5 000 milliards de dollars (soit 10% de la richesse totale de la planète) ont été déversés dans les tuyaux de l'économie mondiale afin de venir au secours des entreprises capitalistes. [...] La deuxième, c'est que la plupart des États sont au bord de la ruine.»

Les pertes nettes d'emplois qui affectent aujourd'hui tous les secteurs de l'économie française atteignent un record historique; une telle situation ne s'est pas produite depuis 1945 où il s'agissait pour les Français de reconstruire un pays sortant de 4 ans de guerre et d'occupation... Le degré de violence de la politique menée depuis son arrivée au pouvoir par Nicolas Sarkozy s'apparente effectivement à celui d'une guerre; une guerre sociale qui s'attaque aux droits sociaux, aux revenus, aux conditions d'emploi. Une guerre contre les travailleurs, et d'abord contre les salariés, les revenus modestes et les migrants; une guerre qui remet en cause la cohésion sociale elle-même, notamment par la réduction drastique des dépenses publiques au détriment de l'intérêt général.

Accroissements des inégalités

Les inégalités se creusent. Le chômage touche plus de 4 millions de personnes, atteignant en premier lieu les jeunes (24% des 15-24 ans) et les salariés de plus de 50 ans. Près de 8 millions de personnes vivent avec moins de 950 euros par mois. En 2010, 23% des Français renoncent à des soins de santé

faute de moyens (une proportion en augmentation de 12 points par rapport à 2009). Le chômage de longue durée a progressé de 27,6% en une année et les salaires réels, inflation déduite, tendent à reculer.

La croissance demeure faible car elle est avant tout handicapée par une croissance financière, une sous-utilisation des capacités de production et l'insuffisance d'investissements dans l'emploi, la formation, la recherche. La part du système fiscal qui avantage les plus riches (le «bouclier fiscal») coûte ainsi 679 millions d'euros à la nation (soit 120 millions de plus qu'en 2009...), la privant de ressources que le gouvernement préfère ponctionner sur les revenus du travail et des ménages dont le pouvoir d'achat recule graduellement. Les allègements fiscaux et aides aux entreprises—sur l'efficience desquels on peut s'interroger—s'élèvent, en 10 ans, à 100 milliards d'euros.

Le patronat, les directions des grands groupes français et des grandes banques considèrent désormais que «la crise n'est qu'un mauvais souvenir» (*Le Monde*, 1^{er} septembre 2010). La presse révélait, fin août, l'existence d'un véritable trésor de guerre de plus 80 milliards d'euros accumulé par les 20 premières entreprises classées au CAC 40 au moment même où gel des salaires et chômage sont imposés à la population. Comment ne pas rapprocher le fait qu'en 20 ans, de 1982 à 2002, l'emploi précaire a, en moyenne, doublé dans toutes les catégories socioprofessionnelles ou encore qu'en 25 ans, le salaire moyen a, à peine, été multiplié par deux mais que, dans la même période, le montant des dividendes des actionnaires soit, lui, passé à peu près de 1 à 13...

Ce rapprochement a été fait par des millions de Français qui, prenant conscience de la nature du «régime sarkozyste», refusent de s'y soumettre puisque, déjà, on entend le Premier ministre parler de «sacrifices» et des conseillers du Président avouer que les décisions actuelles s'inscrivent dans la perspective d'imposer 10 années de rigueur aux Français.

Sans doute, la rébellion du peuple grec, la grève générale des Espagnols ou l'euro-manifestation du 29 septembre auront également conforté nombre de ceux qui aujourd'hui en France manifestent à plusieurs millions contre la réforme des retraites.

La mobilisation sociale, l'exceptionnelle unité syndicale et l'ampleur du rassemblement populaire qui résultent du rejet de la réforme gouvernementale des retraites s'inscrivent dans une dynamique qui se distingue des mouvements de contestation de ces dernières années en ce qu'elle n'est pas uniquement un acte de résistance, mais également l'expression de la volonté de vivre dans une société française plus juste, une société solidaire.

Tout le monde note que ce mouvement social interroge également, assez fermement, les forces de gauche sur leur détermination politique à apporter d'autres réponses que celles de la droite à la crise.

Dans ce contexte, le Front de gauche, initié par le Parti communiste français, le Parti de gauche, la Gauche unitaire, peut servir à des millions de femmes

et d'hommes en recherche d'alternative à entrer de plain-pied dans le débat politique et à construire le projet politique de transformation sociale qu'une nouvelle majorité de gouvernement s'engagerait à mettre en œuvre.

Contre toute attente du côté du pouvoir, l'été a permis aux syndicats, aux militants des «collectifs retraites», parmi lesquels les militants du Parti communiste français, d'étendre la mobilisation amorcée en juin. Les deux journées nationales de grèves et manifestations des 7 et 23 septembre (rares à cette époque de l'année) ont, chaque fois, rassemblé de 2,5 à 3 millions de personnes. Plusieurs campagnes de pétitions ont permis de collecter des centaines de milliers de signatures, dont la pétition du Front de gauche qui appuie la proposition de loi des députés communistes et du Parti de gauche en faveur d'un mode de financement alternatif des retraites déposée le 7 septembre à l'Assemblée nationale.

Les médias et la plupart des partis politiques tentent de fixer l'attention de l'opinion publique française sur les différentes personnalités qui pourraient se déclarer candidates à l'élection présidentielle de 2012 comme si le changement politique dépendait et se résumait à l'entrée en scène d'une femme ou d'un homme providentiel (le).

Ce faisant, c'est exiger de la part des Français qu'ils se résignent et rongent leur frein pendant 2 ans, comme si d'une part il y avait la contestation sociale et de l'autre les élections, mais rien, entre les deux, pour l'intervention populaire et citoyenne.

Cependant, le mouvement social contre le projet de réforme des retraites a redonné sa pleine actualité à la question de l'alternative politique.

Si une «envie de gauche», de rassemblement et d'unité s'exprime sur fond de discrédit du pouvoir actuel, elle n'en porte pas moins des doutes et des exigences sur la détermination de la gauche à mener une politique de rupture avec le libéralisme. Retour au pouvoir en 2012, certes, mais d'ici là, comment empêcher cette réforme d'aboutir? Et, une fois élues, quelles garanties des forces de gauche d'abroger les mesures que la droite aura imposées? Cette interrogation s'adresse d'abord au Parti socialiste (sondage du *Figaro*, 23 septembre 2010) mais, bien entendu, elle n'affranchit aucune force de gauche de prendre ses responsabilités.

Le Parti socialiste s'est engagé à rétablir la retraite à 60 ans mais entend «être pragmatique et assumer les contraintes pour gouverner», ce qui peut s'entendre comme un doute sur la possibilité de revenir sur l'allongement de la durée de cotisation si celle-ci était confirmée. Son appareil est tout accaparé par le processus de désignation publique de son candidat à l'élection présidentielle qu'il ne veut pas voir déboucher sur des divisions internes.

Les désaccords au sein de la gauche existent donc et ce n'est pas un problème en soi. Personne n'exclut de possibilité d'alliance, mais sur quelles bases? C'est la raison pour laquelle on ne peut simplement prendre acte de nos différences. Le Parti communiste est plus que favorable au débat et à la confronta-

tion des propositions et des visions au sein même de la gauche, qu'il s'agisse de la réforme des retraites comme d'autres enjeux ; le PCF souhaite contribuer à ouvrir un débat public, transparent, qui ne se limite pas à un débat entre forces politiques mais où les citoyens prennent toute leur place et en deviennent acteurs et co-auteurs. Car ce qui poserait un problème, ce serait de gommer ou nier les divergences politiques, de réserver le débat politique à des « professionnels » et de se jouer ainsi des attentes et espoirs de changement des Français.

Alternative a droite ?

C'est d'autant moins possible que la droite n'a pas encore perdu le pouvoir. Et que certains, en son sein, entendent bien incarner une alternative. C'est le cas aujourd'hui de Dominique de Villepin, ancien Premier ministre, qui, sans contester sur le fond les choix politiques de Nicolas Sarkozy, lui reproche ses méthodes, son manque de considération pour les valeurs républicaines, son peu d'égard, aussi, pour le protocole et tout ce qui fait la marque des élites bien nées... Ce jugement moral peut séduire ou rassurer dans l'électorat de droite bon teint, même si en s'étant placé hors de l'UMP l'ancien ministre qui incarne une option refusant toute accointance avec l'extrême droite a peu de chances d'aboutir.

Dans son propre parti politique, l'Union pour un mouvement populaire (UMP), le Président est parvenu à monter contre lui nombre d'élus de droite réfractaires à sa réforme des collectivités territoriales, ouvrant la voie à l'appauvrissement des collectivités par la mise en concurrence des territoires doublée d'une perte de ressources et d'un désengagement financier de l'État. La direction de son parti devient l'enjeu d'une compétition interne que le Président nourrit afin de garder le contrôle de sa formation. À n'en pas douter, ces jeux et mises en scène alimentent un dégoût, déjà prononcé, de la politique.

Dans ce climat de luttes très intenses où le pouvoir politique dénigre et méprise l'expression populaire et se montre inflexible, l'extrême droite renvoie dos à dos syndicats et gouvernement, les accusant de complicité dans la mondialisation, et prétend défendre la notion d'un « État stratège protégeant les petits ». S'appuyant sur le brouillage des repères idéologiques gauche/droite, auquel le chef de l'État a d'ailleurs donné une deuxième vie en ralliant à lui d'anciens élus ou dirigeants du PS, le Front national récuse l'étiquette d'extrême droite et enveloppe son idéologie d'un nouvel habillage mais sans omettre de faire, en permanence, un lien de cause à effet entre crise économique et sociale, sécurité et immigration. Selon leur future présidente, Marine Le Pen, désormais deux camps politiques s'affronteraient, « les mondialistes et les nationaux » ; bref toutes les forces politiques d'un côté, le Front national de l'autre... Le discours du Front national et celui de la direction actuelle de l'UMP se complètent à merveille.

Il faut un projet crédible

Quand les discours de peur et de méfiance sont si dominants dans une société inégalitaire dont les membres souffrent toujours un peu plus de la crise, il est à craindre que beaucoup de ceux qui pourraient renforcer le mouvement social, de ceux qui ont intérêt à une rupture avec le capitalisme, en fait ne se découragent, ne s'égarent et ne démissionnent.

Et ce risque est accru si les forces de gauche manquent de convaincre qu'elles sont déterminées, et qu'elles s'y tiendront, à gouverner dans l'intérêt des travailleurs et qu'une transformation de la société peut s'opérer.

Pour convaincre et s'y tenir, ces forces ne peuvent se passer de l'intervention citoyenne et ma conviction est que cette intervention est indispensable dès maintenant, au stade d'élaboration d'un projet politique; car la participation populaire la plus large possible à la construction du contenu politique, comme à la naissance d'une démarche démocratique totalement renouvelée, réinventée, est capitale pour ouvrir, non une période d'alternance du pouvoir mais bien de transformation radicale, de révolution. C'est le sens de la dynamique populaire que nous tentons d'amplifier aujourd'hui avec le Front de gauche.

Les communistes ont conscience qu'un tel mouvement ne peut naître que dans la confrontation des idées et projets et que dans un rassemblement au-delà de leur propre formation et au-delà même des formations avec lesquelles il a initié le Front de gauche.

Nous avons des propositions pour contrecarrer la logique capitaliste, que nous versons au débat. Ces propositions s'articulent sur quelques axes majeurs: une révolution sociale contre le pouvoir des marchés financiers; une révolution citoyenne et démocratique contre la monarchie sarkozyste; une révolution de nos modes de vie contre les logiques de profit qui nous aliènent; une nouvelle logique internationale de coopération et de solidarité avec les peuples d'Europe (ce qui implique la refondation des traités actuels) et du monde.

Le Front de gauche a vocation à devenir l'espace et l'outil qui offrent une perspective neuve, au cœur de la gauche, à ceux qui sont aujourd'hui en lutte contre la droite sans être pour autant prêts à signer des chèques en blanc aux forces de gauche. Faire une autre politique et faire de la politique autrement, ce sont des objectifs essentiels parce qu'il s'agit de déterminer comment, nous qui ensemble formons société, nous voulons vivre en ce XXI^e siècle.

Dans cet esprit et animé de cette volonté, le Parti communiste français a lancé un appel à créer, dès cet automne, les conditions d'un rassemblement populaire massif afin que dans le débat démocratique s'élabore le projet qui, largement partagé, ouvrira une perspective crédible de changement, en s'appuyant sur une majorité d'idées coélaborées et donc portées, maîtrisées par ce large rassemblement.